le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 13 FEVRIER 1979 - Nº 852

Commission paritaire Nº 56 942 Tél. 636.73.76.

2.00 F.

Rupture Rocard-Mitterrand confirmée

Le 'comité directeur du PS s'est séparé sans parvenir à un accord entre les deux courants de la majorité sortante. Il est probable que le congrès verra s'affronter ces deux courants. Un fait significatif de ce comité directeur : le courant . Rocard-Mauroy y a été mis en minorité par une alliance d'un nouveau type entre Mitterrand et le CERES.

Lire en page 7

Sidérurgie : rendez-vous le 16

Ce jour là, les sidérurgistes se retrouveront au coude à coude contre les plans de restructuration et de licenciements. Ce sera une étape importante. Le 16, à Longwy et à Denain toute la population sera aux côtés de ceux qui par leurs actions efficaces sont le fer de lance dans la lutte contre le chômage.

La résistance aux projets de la bourgeoisie se poursuivra. Une marche sur Paris des sidérurgistes du Nord et de Lorraine est envisagée. Les régions plus particulièrement touchées par le chômage, comme la Loire-Atlantique, la Loire pourraient y être associées.

lire en page 3

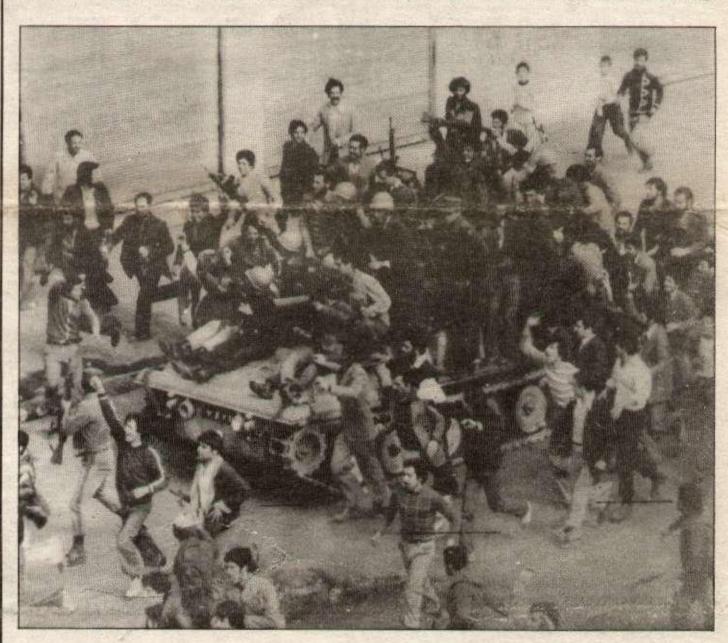
La tension monte à la SFP

C'est ce lundi que les 754 licenciements seront officiellement annoncés. Des grèvistes voudraient durcir le mouvement, en s'opposant à la diffusion du programme minimum. Lundi après-midi a débuté au théatre de l'Empire un forum spectacle, auquel tous les travailleurs en lutte sont invités.

Lire en page 8.

BAKHTIAR EST TOMBÉ

Le soulèvement en armes du peuple et d'une fraction de l'armée a renversé la dictature



- Téhéran, Shiraz, Ispahan aux mains des insurgés
- Lundi matin la garde impériale s'est rendue
- Khomeiny lance un appel à la vigilance en prévision d'une possible contre-offensive

Le mouvement populaire semble avoir en mains la situation dans la plus grande partie de l'Iran. La garde impériale, dernier bastion du régime déchu, s'est rendue ce lundi matin. En fin de matinée, le palais impérial a été envahi par les insurgés.

Le général Rahimi, gouverneur militaire de Téhéran et le général Nourouzi, chef adjoint de la police, ont été arrêtés par les insurgés.

Yasser Arafat a envoyé un message

de soutien au nouveau régime, qui a également été reconnu par le Pakistan, cependant que le Premier ministre israélien Begin exprimait les plus vives inquiétudes.

Un retournement de la part de l'armée n'est pas à exclure à terme. L'ayatollah Khomeiny a déclaré lundi matin : «L'attitude de l'armée peut être une simple ruse». Il a appelé à la vigilance.

Mais dans le même temps, il appelait les insurgés à déposer les armes. Dans les affrontements des derniers jours, le mouvement religieux a semblé dépassé par l'insurrection populaire, qu'il ne contrôle pas totalement. Le mouvement religieux qui n'exprime pas la totalité des aspirations populaires tout faire pour canaliser le mouvement sous sa direction.

lire en page 4 et 5

LE RAPPORT MAGNIN SUR LES RYTHMES SCOLAIRES. (2)



AU RYTHME DES MESURES BEULLAC

Rentrée 78 : grèves contre les mesures Beullac et le Plan Soisson

Par Claude Ancher

Interview d'un responsable du SGEN-CFDT de Créteil

Répondre aux besoins de l'enfant à l'école : tel serait, à en croire une certaine campagne autour du rapport Magnin, l'objectif généreux qui nécessiterait à la fois un étalement et un raccourcissement des vacances d'été. Venant d'un gouvernement et d'un système social qui chaque année jettent au chômage des centaines de milliers de jeunes sortant du système scolaire, l'objectif proclamé aurait déjà de quoi surprendre. Mais, comme le montre une étude attentive du contenu réel du rapport (voir QdP d'hier), il s'agit avant tout de subordonner l'organisation des vacances scolaires à la satisfaction des intérêts de certaines branches économiques, en premier lieu l'industrie hôtelière.

Que l'intérêt pédagogique solt en l'affaire le cadet des soucis, le recteur Magnin lui-même le confirme : «Je le dis catégoriquement : les besoins de l'enfant sont peu compatibles avec un étalement des vacances dans notre système

Je ne crois vraiment pas que les besoins pédagogiques des élèves préoccupent un instant la pensée des dirigeants de l'Educa-tion Nationale. Prenons l'exemple, dans la réforme Haby, de la réduc tion de l'heure de cours à 50 minutes, les dix dernières étant attribuées à une discussion libre entre profs et élèves. Avec deux arguments : on a besoin de cet échange - comme si cela pouvait se passer comme ça -; deuxièmement - et là, on touche au problème des rythmes - l'attention d'un élève ne peut pas être soutenue plus de quarante minutes. Mais, compte tenu des programmes, l'heure entière suffit à peine, et surtout, si on ne touche pas au contenu, l'attention ne se fixera pas plus pendant quarante minutes que pendant soixante. Enfin, si cette répartition de l'heure de cours était respectée, cela autoriserait l'inspection à dire qu'un prof n'a pas le droit de discuter pendant les cinquante minutes avec ses élèves puisqu'il y a pour cela une plage de temps réservée !

LES BALLONS D'ESSAIS

D QdP: Le ministère n'a-t-il pas laissé tomber cette idée ?

- Oui, comme ils l'ont fait pour d'autres propositions. Mais la politique constante depuis une dizaine d'années est de lancer des «ballons d'essais». Les violentes réactions de tous les usagers du système scolaire provoquent un recul. Et deux ans après, ca ressort sous une autre forme ; ainsi on reparle maintenant des rythmes scolaires. Avec les vacances, ce sera sans doute pareil; actuellement il y a un martelage énorme, l'application ne sera peut-être pas immédiate, puis dans un moment creux - en été par exemple - on nous en servira une nouvelle mouture. Comme pour les examens, l'année dernière, placés en juillet afin de ne pas mordre sur l'année scolaire. Cette année, à cause des grèves de protestations, ils sont revenus en arrière. Mais ce n'est pas terminé, tout dépendra du rapport de force.

En tout cas, si le système fonctionne mal sur bien des points, pour le pouvoir il fonctionne bien sur l'essentiel: 75 % des enfants d'ouvriers ou d'employés ne dépassent pas le niveau du BEPC. Mais comme il y a des dégâts, on avance sans cesse des réformes pour montrer qu'on fait tout ce qu'on peut!

VERS LA SUPPRESSION DES ANIMATEURS

QdP: La modification des vacances est présentée comme un moyen de ne pas surcharger l'horaire journalier ou hebdomadaire et de libérer du temps pour l'animation. Que penser de ces intentions à la lumière des mesures prises par Beullac ces derniers mois ?

Comment parler d'animation alors que par exemple, on supprime des postes de «pions» ? S'il y en avait un pour cent élèves comme il y a dix ans et non un pour plus de deux cents comme aujourd'hui, ils pourraient faire autre chose que de la surveillance. Quant aux animateurs, d'abord ils ant très peu nombreux : sur Créteil, 70 environ pour 450 établissements secondaires. Les sorties - donc l'ouverture de l'école -, l'animation des foyers, des clubs, tout ce qui diffère du travail purement scolaire n'est pas développé. Au contraire, d'après des informations - encore officieutous les postes d'animateurs vont être supprimés à la rentrée prochaine! Parallèlement aux animateurs, les documentalistes pourraient contribuer à donner aux élèves un autre cadre que l'enseifrançais actuel» puisque entre autres «l'étalement perturberait, dérèglerait l'organisation des trimestres». Or la première étape préconisée par le rapport est précisément cet étalement des vacances !

Plus grave encore, les rythmes scolaires deviennent la justification commode de toutes les difficultés rencontrées par les enfants à l'école. Les rythmes doivent être modifiés mais on va toujours rythmer la même chose : l'aménagement du temps est envisagé «sans que se trouvent remis en question pour l'essentiel le contenu, les structures, les méthodes et les modes de fonctionnement du système éducatif français». (conclusion du rapport Magnin).

Aujourd'hui, un responsable du SGEN-CFDT de l'Académie de Créteil nous donne son point de vue sur le rapport Magnin, à la lumière des mesures prises par le ministère de l'Education, Christian Beullac.

gnement traditionnel. Or, la nome
— pas complètement appliquée —
c'est : un documentaliste par CES.
Mais dans un établissement de
1 000 élèves c'est dérisoire, car
tout le temps est consacré à la

UNE SUPPRESSION MASSIVE DES POSTES

Dans la même «logique budgétaire», on assiste cette année à une réduction massive des postes d'enseignants. Déjà, à la rentrée dernière, dans la Seine-St-Denis,il n'y avait pas assez de postes au niveau de la seconde. En conséquence, les enseignements de deuxièmes langues non obligatoires, l'enseignement artistique ont souvent été supprimés : et on parle d'offrir un large éventail d'activités aux élèves i

En ce moment, le rectorat prévoit la réduction du nombre des postes dans tous les établisse ments. Les normes d'élèves sont calculées au plus juste, les prévisions des chefs d'établissements leur sont retournées systématiquement diminuées. Aussi, plus question pour des professeurs de compléter leur service par une heure ou deux d'animation, d'organisation d'un travail d'équipe. Alors animer d'accord, mais avec quel personnel? D'ailleurs le recrutement est-presque fermé : on supprime des Ecoles normales d'instituteurs, les places aux concours de certifiés ou d'agrégés ont terriblement baissé enfin on vient d'apprendre qu'aucun nouveau titulaire du second degré ne sera affecté sur un poste à la rentrée prochaine, ils seront mis à la disposition des recteurs. Ce qui signifie un refus de créer de nouveaux postes d'enseignement.

Enfin, le plus bel exemple, les mesures Soisson: théoriquement, son plan vise à ce que tous aient deux heures de gym, mais n'oublions pas que depuis longtemps dans les statuts de l'Education, l'horaire «normal» c'est cinq heures I De plus, les heures sup demandées aux profs sont prises sur les heures d'ASSU, seule animation extra-scolaire reconnue "ans le statut d'enseignants l

LE SYSTEME A BESOIN DE L'ECHEC !

QdP: Peut-on malgré tout entrer dans le jeu de la discussion sur les rythmes scolaires, sur la modification des vacances ?

 On ne peut pas nier que le système scolaire ne respecte pas du tout les rythmes biologique,

affectif, ou d'acquisition des connaissances de l'enfant. Qu'il faille une adaptation dans un autre système pédagogique, oui ! système doit permettre de donner un esprit critique, d'apprendre à réfléchir, d'arriver à un minimum de connaissances et de formation à l'issue de la scolarité obligatoire, il faut l'adapter aux rythmes. Mais le système actuel n'est pas fait pour cela, il est fait pour sélectionner socialement. Que l'enfant se développe normalement, c'est une préoccupation de prof, mais ce n'est pas celle de l'institution.

Le souci n'est pas d'avoir une bonne rentabilité du système : ce système a besoin de l'échec! Avant, les concours sélectionnaient ouvertement. Aujourd'hui, on dit «égalité des chances», on supprime les examens de passage d'une classe à l'autre, et les redoublements. Mais à un moment il y a barrage, notamment en fin de troisième, et on dit alors que certains élèves «n'y arrivent pas». D'ailleurs les Plans gouvernementaux prévoient explicitement un certain pourcentage d'échec et il est assez remarquable qu'à l'issue du VI* Plan on arrive presque exactement à ce qui était prévu cinq ans avant ! Et le VIII* prévoit que 43 % des jeunes sortiront de leur scolarité obligatoire sans le moindre diplôme...

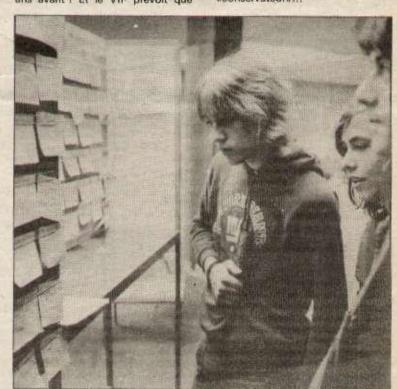
Toute modification, toute réforme du système ne change rien à cette logique profonde.

«LA FATIGUE N'EXPLIQUE PAS TOUT»

D'autre part, si les enfants n'aiment pas l'école, ce n'est pas seulement parce qu'elle n'est pas adaptée à leurs rythmes. C'est aussi parce qu'elle a des buts, un discours idéologique, étrangers à un enfant d'ouvrier. Quand on se retrouve face à des classes entières incapables de fixer leur attention, la fatigue n'explique pas tout. Que disent les élèves ? «Les maths, à quoi ça sert ? A quoi ça nous servira plus tard ? A riena. Sinon à passer des examens. Pour le français, c'est pareil, ça n'a pas de réalité pour eux. Alors ils pensent à autre chose.

Cette attitude est aussi inséparable de ce qui se passe dans les families. Ce qui est flagrant dans la banlieue ouvrière de la région parisienne, c'est la demande d'affection des gosses. Ils ne voient pas leurs parents, la cellule familiale est close, il n'y a pas de lieu de vie pour eux. Le CES, ils ne l'aiment pas, mais au moins il y a les copains. Alors là, moi, je ne sais plus ce que ca veut dire, les rythmes scolaires. A qui peut profiter plus de temps libre ? Les plus pressés de quitter le CES, ce sont les enfants des couches aisées qui ont beaucoup d'activités personnelles.

Modifier la journée scolaire, d'accord, mais cela suppose de s'attaquer aux programmes, aux contenus et aux buts de l'enseignement. Dans ces conditions, discuter des vacances, ce n'est pas la façon d'aborder les problèmes et de mener la lutte. Dans ce domaine, on ne peut guère être que «conservateur»...



«A quoi ça nous servira les maths ?» A la sortie, des emplois d'O.S. et de manutentionnaire...

Orientation : Une commission rectorale pour parachever la sélection

Alors que les conseils de classe s'emploient à décourager les parents d'envoyer leurs enfants dans le second cycle, le recteur de l'Académie de Créteil trouve que trop d'élèves passent en seconde ! Il vient de recréer une «Commission d'Affectation» qui aura le droit non seulement de modifier les affectations (le choix des établissements par les familles) mais aussi l'orientation décidée par les conseils de classe et les parents à l'issue de la troisième.

Déjà largement déterminée par le processus de sélection scolaire, l'orientation sera ainsi nettement posée en termes de possibilités d'accueil dans les lycées...

LUTTES OUVRIERES

LORRAINE, SAVOIE, NORD, CHARENTE-MARITIME... A L'OFFENSIVE

En Savoie, dans la région d'Ugine, une opération ville morte était organisée, à l'appel des syndicats. Plus de 3 000 personnes ont bloqué la route de Megève, pour protester contre les 300 licenciements qui doivent entrer en vigueur le premier mars à «Ugine Aciers».

Vendredi soir, c'est les sidérurgistes d'Usinor Denain qui ont fait parler d'eux, à leur tour. Dans la journée, ils s'étaient rendus à 2 500 dans le centre de Cambrai, où ils bloquaient la circulation. Dans le même temps, ceux d'Usinor Trith barraient l'autoroute Paris-Bruxelles, à la hauteur du viaduc de Trith. L'après-midi, les sidérurgistes de Denain partaient en car pour Paris : 47 cars bloquaient alors la Porte de la Chapelle, provoquant de gigantesques embouteillages sur les périphériques. Vers 18 heures, les sidérurgistes repre-

naient le chemin du retour, en faisant rouler les cars à 3 de front. Une heure plus tard, ils se trouvent à proximité de l'autoroute menant à l'aéroport de Roissy; les flics sont là, en nombre. Rapidement, c'est la bataille. Les sidérurgistes lancent des pierres, les CRS tirent des grenades lacrymogènes. Il y a des blessés de part et d'autre, et des cars de flics assez sérieusement endommagés. Vers 20h30, les sidérurgistes repartent vers Denain.

Venissieux : le directeur de la SNAV est séquestre par les ouvriers, la police intervient pour le «libérer».

Vendredi encore, la vallée de l'Orne a été paralysée complètement, contre la restructuration de la sidérurgie : Hagondange, Talange, Manange-Silvange, Mézières-les-Metz, Mondelange, toutes les villes de la vallée

ont dit non à l'arrêt de la cokerie et des hauts fourneaux d'Hagondange : 2 200 emplois supprimés, sur 4 000 en tout ! Près d'Hagondange, 7 wagons ont été vidés de leur coke sur les voies.

Nantes: vendredi matin, nouvelle manifestation pour protester contre les brutalités policières de la veille. 5 000 manifestants, et à la fin, des affrontements entre une partie d'entre eux et les forces de police.

La Rochelle: 12 000 manifestants à La Rochelle, 5 000 à Rochefort, conte le chômage en Charentes Maritimes.

Dimanche, à Thionville, une cinquantaine de sidérurgistes de Blagny, dans les Ardennes, ont déployé des banderoles lors du match Strasbourg-Sedan.

Bassin de Longwy: Le point de vue de Michel Olmy, secrétaire de l'union locale CGT

Le secrétaire de l'Union locale CGT, 35 ans, cheveux mi-longs et petite barbe noire, Michel Olmy, ne montre pas un grand empressement à rencontrer le journaliste du Quotidien du Peuple. «Vous déformez toujours nos positions» lance-t-il. Il accepte pourtant un entretien : «Pas long temps, parce qu'en ce moment, le travail ne manque pas». Certes ; mais «surtout parce que trop souvent, on perd – c'est

On ne sera pas surpris que Michel Olmy porte une appréciation très négative sur les négociations engagées la semaine passée avec Boulin, et soit sceptique sur celles qui vont s'ouvrir avec Giraud. Qui pourrait dire le contraire ? Toutefois, il insiste sur le recul que constitue pour le gouvernement l'ouverture . de ces négiations. «il n'y a aucune remise en cause du second Plan acier, alors que c'est la question principale». Il ajoute que seule la construction d'un meilleur rapport de forces est de nature à faire reculer les Boulin et autres Giraud. Rien n'est plus exact; mais comment procéder? «Nous incitons nos sections d'entreprises à multiplier les actions. Il faut faire place à l'initiative des travailleurs». Il ajoute : «Nous ne lançons pas de mots d'ordre, nous laissons à nos sections le soin de décider ce qu'elles doivent entreprendre».

«PAS DES MILITANTS»

«Le type d'actions que nous jugeons positives, c'est le déchargement de la rame de coke, mardi 6, sur les voies d'Usinor Senelle. Ce sont des travailleurs, affirme-t-il, pas des militants, qui ont répandu le coke sur le ballast. Les gars ont quitté le boulot pour bloquer et décharger le convoi, puis ils v sont retournés». Le secrétaire de l'UL CGT insiste sur le fait que le principal, c'est l'intervention sur le terrain de l'entreprise : «En dernier ressort, quand les licenciements interviendront, c'est là que ca se jouera». Néanmoins, précise-t-il plusieurs fois, anous ne sommes pas opposés aux actions hors de l'usine. Nous l'avons montré lors de l'occupation de l'Hôtel des impôts et du siège de l'Union métallurgique de Longwy, l'UML». Mais ces actions doivent,

selon lui, occuper une place subordonnée. Il existe là sans doute une divergence avec les sidérurgistees CFDT qui ont été à la pointe de ces formes de lutte. Sans doute l'accélération de la production, que l'on constate depuis quelques semaines, pourrait-elle conduire les syndicalistes CFDT à mettre l'accent sur l'action à l'intérieur des entreprises. Le syndicat patronal de la sidérurgie vient en effet de communiquer des chiffres sur la production, cette année supérieure de près de 20 % à celle de l'année dernière. En tout cas, le débat est ouvert.

UN PLUS GRAND NOMBRE D'ACTIONS OU DES ACTIONS PLUS MASSIVES ?

Dans la mesure où les deux syndicats ne rejettent ni les actions intérieures, ni les actions extérieures à l'entreprise, on ne voit pas pourquoi ils ne travailleraient pas plus souvent ensemble. Selon lui, la situation de relative division présente est plutôt positive, dans la mesure où relle permet la multiplication des actions».

LA QUESTION DE LA VIOLENCE DE MASSE

Lors de l'attaque du commissariat par les manifestants il y a plus de dix jours, ou lors de la «visite» à la sous-préfecture de Briey, un porte-parole de la CGT locale n'avait pas hésité à condamner formellement ces actions; on avait même entendu de sa bouche des mots empruntés au vocabulaire de France Soir, véléments étrangers bien connus des services de police, ou encore «provocation»... Avec le recul, M. Olmy ne dément pas ces propos. Il admet pourtant que des syndiqués CGT ont participé à l'action contre le

une façon de parler dit-il pour atténuer son propos près d'une heure avec un journaliste qui en tire deux lignes ou même rien du tout». Il ne sera pas dit que Le Quotidien a fait perdre le temps du secrétaire de l'UL CGT de Longwy... L'influence de la CGT chez les sidérurgistes du Pays Haut, même si elle n'est pas ascendante, est trop importante pour qu'on puisse se permettre de l'ignorer.

commissariat: «Nous comprenons la colère de ces travailleurs, mais nous n'approuvons pas leur geste». Mais, ajoute-t-il «nous ne pensons pas que la casse à la sous-préfecture

de Briey soit de nature à faire reculer le gouvernement. Conscient d'être en porte à faux, il rappelle quand même que «la violence vient du gouvernement».

Suspension des licenciements à la fonderie de Gorcy

La lutte résolue des travailleurs de la fonderie de Gorcy. Leurs projets de retourner cette semaine à la sous-préfecture de Briey, ont contraint leur patron Labbé (également président de l'Union métallurgique de Longwy) à un recul. Les 8 lettres de licenciements ne seront pas envoyées cette semaine, les licenciements sont suspendus.

Les ouvriers bénéficieraient d'un programme de formation durant les 2 années qui viennent, aucune promesse de reclassement s'est faits à l'issue de cette formation.

C'est un premier recul de Labbé dont les ouvriers risquent de ne pas se satisfaire.

Emission de radio SOS-emploi

Pour la première fois, samedi, Radio SOS-Emploi a émis sur Gorcy, à 10 km de Longwy-Gorcy, dont le maire est Labbé, un des pires adversaires des sidérurgistes, et patron jusqu'en décembre des 80 fondeurs qui devaient être licenciés à partir du 15 février.

Au service tôlerie d'Usinor Mont-Saint-Martin

«On attend un mot d'ordre pour frapper très fort»

Usinor, dans le bassin de Longwy, c'est trois usines différentes : Sennelle, le Train à Fil, et Mont Saint-Martin. Accompagné de syndicalistes CFDT de cette dernière usine, et d'un autre de chez Renault, venu s'informer de la mobilisation contre

La colère est d'autant plus grande, au service tólerie, que «depuis le premier janvier, le passage des tournées (1) du continu au discontinu nous fait perdre au moins 600 F par mois». Marcel, deux enfants, une quarantaine d'années, qui a pourtant la plaisanterie facile, devient sérieux : «Je fais partie de ceux qui ont été mutés à la suite de la fermeture d'Usinor-Thionville». Tous les jours, il continue à faire la navette ; «Au moins 130 km par jour, j'étais P2, presque P 3 à Thionville, je suis maintenant Pt». Comment se fait-il qu'Usinor Thionville soit parvenu à ses fins ? «C'est l'égoïsme», dit-il, «qui a empêché la lutte». Nous comprendrons que par là, il veut dire la division qui existe entre les services, les usines, les syndicats. Surtout il insiste sur le rôle négatif qu'a joué la possibilité de mutations: «Aujourd'hui c'est différent, on est obligé de lutter». La douzaine de sidérurgistes de la tôlerie avec lesquels nous nous sommes entretenus sont unanimes : «Il faut se battrey. Mieux, tous, sauf le contremaître qui, parait-

il, n'est pas représentatif

de sa catégorie, sont

convaincus qu'«il est possible de faire reculer le gouvernement, et d'éviter tous les licenciements». Pour illustrer leurs propos, ils disent : «Si on avait la cinquième équipe, et les 35 heures, et si l'aciérie d'Usinor était construite, il y aurait du boulot pour tout le monde».

LES OPERATIONS COUP DE POING

La discussion en vient sur l'appréciation portée sur les opérations «coup de poing» de la CFDT. Là encore, il n'y a que le contremaître pour nier leur efficacité. On quitte les vestiaires pour se rendre dans une petite "cabine" sur le chantier (2). Rapidement, on se retrouve à six. Là aussi, les opérations «coup de poing» sont soutenues : «Il faut même aller plus loin, la sous-préfecture de Briev n'était qu'une étape, ce n'est pas suffisant». Marcel, qui nous a accompagnés, reprend : «On est des hommes, on n'est pas prêts à aller à l'abattoir ; la violence, on est prêts à l'utiliser. Les gars ont peur quand ils sont isolés, mais là, on est tous ensembles. Une marche sur Paris est évole chômage dans la région, nous passerons trois heures dans le service tôlerie: «Un des plus combatifs d'Usinor» assure notre guide; fief de la CFDT, il est vrai que la volonté de lutte y est remarquable...

quée. Mais comme il y en a déjà eu par le passé, on se méfie. Un gars, assis sur le bureau, làche : «Cette fois, c'est fini, les manifestations-promenades. Si on va à Paris, c'est pour

arracher les pavés. la souspréfecture de Briey, à côté, ça n'était pas grand chose». Là aussi, consensus. «On n'a pas le choix». Derrière nous, une inscription, au feutre, sur un vestiaire, signée CFDT: «Dis papa, pourquoi tu te couches quand je me lève?»

ET LA GAUCHE ?

On repart sur les perspectives: «Ce qu'il faut, dit un gars qui n'avait soufflé mot jusque là, c'est un mai 68 en plus fort, en beaucoup plus fort. Regarde, Giscard et Barre, ils se foutent de nous: il y en a un au Cameroun, l'autre au Canada». Celui qui est assis sur le bureau reprend : «Si les syndicats se divisent à cause de leur politique, on partira quand même, ils paieront leurs divisions plus tard»,

Le mot de la fin, laissons le à ce sidérurgiste qui nous disait :«Il ne faudrait surtout pas attendre l'été, que les lettres de licenciement soient arrivées, pour frapper très fort. Ce qu'on attend, c'est un mot d'ordre de l'Intersyndicalee».

Notes :

(1) Les tournées : les feux, ou les équipes.

(2) Une usine sidérurgique est composée de plusieurs chantiers ou services.

Longwy: contre l'intérim

Dans la nuit de samedi à dimanche, les vitres de l'entreprise Crémona, à Longwy-Haut, ont été recouvertes d'inscriptions à la peinture. Cette entreprise loue du personnel à l'usine de la Chiers qui a récemment licencié, et que le gouvernement veut fermer totalement en août. La CFDT, qui a revendiqué l'action, dénonce l'utilisation de personnel intérimaire pour faciliter la liquidation.

LE POUVOIR BASCULE EN IRAN

QUEL PROGRAMME POUR LE GOUVERNEMENT BAZARGAN?

Abol-Hassan Banisadr : «Le développement dans la dépendance est impossible»

Abol-Hassan Banisadr, économiste iranien, est aujourd'hui préssenti pour être ministre des finances du gouvernement islamique qui va vraisemblablement se mettre en place en Iran. En septembre dernier, il nous avait accordé une importante interview d'où nous extrayons aujourd'hui quelques uns des points qui pourraient figurer parmi les bases de l'action du nouveau pouvoir.

Au début du siécle, l'Iran se trouvait placé entre la Russie tsariste d'une part et la puissance anglaise, d'autre part. Aujourd'hui, c'est entre l'Union soviétique et les USA. L'Iran est placé sous cette double pression des ont pour objectifs principaux dans notre pays, la mainmise sur ses richesses pétrolières, l'intégration de l'armée et de la bureaucratie; ainsi on peut dire que l'armée iranienne avec ses 35 000 conseillers US fait partie de l'armée américaine, l'intégration de son économie dans leur propre

Etant donné l'importance stratégique de l'Iran, il s'agit pour chacune de

ces superpuissances d'in tégrer ce pays dans sa stratégie générale, militaire, économique et politique et d'utiliser notre pays, comme les autres pays dominés, pour lui faire subir les conséquences mondial de l'impérialisme. Il s'agit enfin d'imposer un système social qui permette la réalisation de ces différents objectifs. De plus, pour la Russie soviétique, vous savez qu'il y a des républiques asiatiques qui n'étaient historiquement que des parties de notre territoire, qui en ont été séparées par deux guerres entre l'Iran et la Russue tsariste, Turkistan, Turkmenistan, etc. Au

régions font partie de l'1ran. Et les habitants de ces régions se considèrent comme proches de nous. A mon sens, les Russes ne veulent jamais un régime indépendant en Iran, un régime dominé par eux-

un régime indépendant, ça en tant que position strails ne le veulent pas. Parce tégique importante et avec que l'existence d'un tel ses richesses. Alors, quoi régime aurait des réperfaire dans cette situation vis-à-vis de forces aussi cussions sur les Républiques du plateau iranien, importantes que ces deux qu'ils dominent. De plus, superpuissances. Voilà les éléments que notre peuple l'URSS a ses objectifs, elle

doit prendre en compte avec une finesse sans pareil. C'est un problème d'équilibre négatif, c'est-àdire agir de telle manière que tout en supprimant la domination d'une puissance, on empêche l'autre

Le docteur Moussavi : «les valeurs coraniques islamiques»

Avant le départ pour l'Iran de l'avatollah Khomeiny, nous avions rencontré, à Neauphle-le-Château, un de ses proches collaborateurs, l'ayatollah Moussavi, avec qui nous nous étions entretenus du projet de République islamique auquel les dernières heures ont donné la possibilité de voir le jour à Téhéran.

Le docteur Moussavi avait longuement insisté sur le rôle social joué par la religion chiite en Iran qui pénètre tous les aspects de la vie quotidienne. De son point de vue, la république islamique sera une société plus juste, supprimant les inégalités sociales sans pour autant utiliser la force. Pour parvenir à fonder une société sans classe, comme il le proclame, l'entourage de Khomeiny compte s'appuyer sur le Coran où sont condamnées les 46 façons d'exploiter l'homme par l'homme. La société islamique a pour projet de substituer aux «non-valeurs matérialistes occidentales» les «valeurs coraniques islamiques».

L'argent, défini ainsi comme «non-valeur mercantile du monde occidental» ne serait pas le moteur de cette nouvelle société. Le programme du mouvement religieux envisage la «redistribution des terres et des moyens techniques», et de puiser uniquement dans sa propre culture pour résoudre les problèmes de la

Parlant des futurs rapports avec les puissances impérialistes et avec toutes les nations, le docteur Moussavi précisait que le seul critère serait l'indépendance. Un autre membre du mouvement nous avait affirmé que tous les pays qui ont aidé le régime du Shah ne seraient plus approvisionnés en pétrole iranien. La mesure viserait en premier lieu Israël et l'Afrique du Sud.

Un militant de l'Union de lutte : «Le courant chiite, sans programme clair de société»

che des libéraux.

plus ou moins important

dans ce développement de

l'anti-communisme des

sont avant tout les trahi-

sons successives des

agents iraniens du social-

impérialisme (les révision-

forces musulmanes : ce

On ne peut se contenter, pour définir le mouvement chiite qui, depuis quelques heures, est en train de prendre le contrôle de l'Iran, de s'en tenir à ses bases strictement religieuses. Un militant de l'Union de Lutte pour la création du parti de la classe ouvrière d'Iran nous avait indiqué, voici quelques semaines, quelles étaient à son sens les principales caractéristiques du courant dirigé par l'Ayatollah

Le courant des patriotes révolutionnaires, essentiellement progressistes et anti-impérialistes dont le principal représentant est l'ayatollah Khomeiny. chef chiite incontesté, exilé à la suite du soulèvement populaire du 5 juin 1963. Ce courant regroupe plus précisément la bourgeoisie nationale progressiste du bazar et surtout la petite bourgeoisie pauvre et moyenne. C'est pourquoi les religieux progressistes et à leur tête l'ayatollah Khomeiny, en tant que représentants des intérêts économiques et politiques

de ces couches de la so-

ciété, couches démocrates et révolutionnaires, préconisent la lutte jusqu'au bout pour le renversement de la monarchie et de l'oppression, l'instauration d'un régime «égalitaire» et la restauration de l'indépendance nationale du

La tradition du chiisme, ainsi que certains thèmes populistes de cet islam interprété révolutionnairement par les tenants du courant religieux servent de stimulants idéologiques et spirituels au mouvement déclenché par les religieux patriotes. Cependant, c'est

masses que se trouvent les racines de ce mouvement auquel l'islam a servi de justification et de couverture idéologique.

C'est pourquoi ce courant est dans son ensemble fortement radical et résolu dans la lutte, comme en témoignent les positions irréconciliables de Khomeiny contre la monarchie, la famille des Pahlavis, la domination de l'impérialisme et de ses divers agents, contre les diverses manœuvres de l'administration Carter et de la Cour (comme la «libération» et les «élections libres»), contre le légalisme et le réformisme qui ne mettent pas en cause la Cour et la monarchie. C'est lui et ces déclarations radicales qui ont stoppé les tendances con-

ciliatrices d'une partie du

ment par l'ayatollah Shacontre le mouvement pariat-Madari de Ghom. Cetriotique et populaire. lui-ci a toujours condamné D'une manière la violence révolutionnaire

et est politiquement prod'une autre, cet anticommunisme, en partie di rigé contre le parti révi-D'autres considérations sionniste Toudeh, vise aussi les véritables coms'imposent en ce qui conmunistes, qui luttent au cerne le courant religieux progressiste représenté par sein des masses et aux côtés de tous les révolu-Khomeiny. Il s'agit avant tout du problème de l'antitionnaires, musulmans communisme présent au compris, contre la réaction et l'impérialisme. C'est sein de certaines forces musulmanes et qui a fini l'aspect négatif de la propar atteindre Khomeiny, pagande des forces mulonguement et puissamment sulmanes militantes. aspect qui porte évidemsoumis à la pression de ces forces musulmanes anment atteinte à l'unité du peuple et de tous les révoti-communistes. D'autres facteurs ont joué un rôle

(...) Parmi les autres points négatifs de ce courant chiite on peut relever le fait que l'influence grandissante de l'idéologie islamique chiite, en dépit de ses points positifs, est dans l'ensemble un facteur

loppement d'une conscience véritablement révolutionnaire dans la société. (...)

Enfin, il faut ajouter que les musulmans ne constituent pas une organisation mais un courant, sans unité idéologique et politique, et sans programme clair de société : en effet, le «gouvernement islamique» qu'ils préconisent est un amalgame des idées bourgeoises progressistes et petites-bourgeoises utopiques avec des aspects «socialistes».

En depit de tous ces points négatifs, le mouvement militant chiite qui renferme essentiellement les couches moyennes de la société, constitue un allié naturel du prolétariat, en raison précisément de sa base de classe et de sa représentativité des couches démocratiques.

Points de vue

Un révolutionnaire Iranien

vement soutenu aviateurs. sous fluence des forces révolutionnaires: marxistes léninistes, musulmans révolutionnaires : Moudjahidines du peuple et Fédayin du peuple. Khomeiny a condamné la provocation des «immortels», il continue à appeler à la vigilance et a déclaré que le peuple doit être prêt à affronter toute provocation en cas de nouvelles attaques de la part de l'armée : ils appellent le peuple à résister de la manière la plus forte. La lutte armée du peuple a dépassé le cadre d'autodéfense pour prendre les dimensions d'une insurrection. Le peuple a occupé tous les lieux stratégiques : commissariats, prisons, casernes etc... ce qui est important, et qui a été démontré c'est que rien n'était possible sans le recours à la lutte armée, même le renversement de Bakhtiar n'aurait pas été possible sans cette solution. Bazargan privilégiait la stratégie de l'usure, alors que le peument immédiat et pour que soit mis fin immédiatement à cette situa-

tion d'attente. Cette possibilité a été offerte par la provocation des «immortels». Le peuple a imposé cette solution armée. Le poids de l'opposition révolutionnaire en est accru, la gauche révolutionnaire en sort

grandie. L'armée et l'impérialisme US ne peuvent rien faire contre le mouvement et évitent l'affrontement actuelle ment. Un coup d'Etat n'est pas à exclure pour l'avenir. Le ralliement actuel de l'armée est une paix provisoire. Si l'opposition religieuse n'est pas véritablement implantée dans l'armée elle ne pourra pas faire face aux attaques de l'impérialisme. Il est impératif d'organiser les masses, de les armer, pour ne pas être surpris par un éventuel coup d'Etat, comme l'a montré cette expérience, s'il n'y avait pas eu la riposte spontanée des masses, on ne pouvait faire face à l'attaque des «im-

Le peuple n'avait pas ce degré de conscience et de mobilisation, s'il n'y avait pas eu les aviateurs, on ne sait pas comment la situation aurait tourné».

Un membre du mouvement religieux

Quelle est la situation actuellement selon les informations dont vous disposez ?

Les combats ne devraient pas durer plus longtemps, les partisans de l'ayatollah s'étant rendus maîtres des principaux points stratégiques de la ville. Il y a eu des combats également à Chiraz et à Ispahan. A Ispahah la ville est gérée par l'opposition religieuse : distribution de l'alimentation, circulation routière sont réglées par elles. Ce qui frappe les témoins qui ont assisté à l'inssurection à Téhéran c'est l'étroite collaboration entre le peuple et les éléments insurgés de l'armée, qui ont distribué beaucoup

 Comment voyez-vous la suite des événements ?

Très rapidement, l'ingénieur Bazargan va donner dans un communiqué les premières mesures à prendre. L'armée sera soumise. La grande tâche sera la rentrée au travail de tous les grévistes dans un même élan.

Comment avez-vous réagi à l'annonce de l'inssurection ?

pensais que l'armée réagirait beaucoup plus durement et beaucoup plus tard ; je croyais que la résistance des «immortels», fidèles inconditionnels du Shah serait plus importante Les autres élé-

ments de l'armée se sont

ralliés sauf les «immor-

tels». Notre victoire était

particulièrement attendue. Le déroulement des événements a été tel qu'on pouvait le prévoir. Une des caractéristiques du mouvernent iranien comparé à ce qui s'est passé au Portugal et en Espagne a été sa vitesse : en un an et demi le courage et les sacrifices du peuple sont venus à bout du tyran. Même l'armée s'est rendue rapidement.

- Mais les risques de coup d'Etat demeurent malgré le ralliement de

Il faut continuer à se méfier des coups d'Etat militaires. Mais l'unanimité qui existe pourrait résoudre beaucoup de problèmes la presse occidentale exa-

Interview d'un membre du mouvement religieux réalisée dimanche soir

Les combats se poursuivent autour de la caserne Douchane Tappeh et dans tous les quartiers Est de la ville où des barricades sont érigées. Bakhtiar déclare qu'il «met la population en garde pour la dernière fois contre toute entreprise visant à détruire le calme et l'ordre de la nation», mais l'insurrection gagne du terrain d'heure en heure. Bakhtiar et les chefs d'étatmajor se réunissent en permanence.

Samedi 10 février :

L'insurrection a gagné l'ensemble de la capitale. Les combats font rage autour des points stratégiques défendus par la garde impériale : dix commissariats, trois casernes et une armurerie de l'armée sont prises. Pendant la matinée, une fabrique d'armes a été investie par les insurgés : c'est par milliers que ceux-ci sont armés. C'est le tournant de l'insurrection peu avant midi : le chef d'Etat major de l'armée annonce que l'armée est neutre dans les affrontements qui se

A midi, l'immeuble de la radio est pris et devient «La voix de la révolution». La radio annonce la démission de Bakhtiar, et fait état de rumeurs parlant de son suicide. Le parlement iranien a démissionné en bloc. Dans le quartier de Faharabad, un camp de l'armée de terre est pris d'assaut, puis c'est l'école militaire qui est investie

Au bout de quatre heures de combats, le commissariat central est pris. Les prisons sont prises d'assaut, les prisonniers politiques libérés. La présidence du conseil, l'Etat-major des forces armées et plusieurs ministères tombent. Dans l'après-midi, le général Qarabaghi annonce qu'il coopérera avec le gouvernement islamique.

Dans la soirée, des combats se déroulent encore, mais restent circonscrits à quelques zones bien démilitées à Téhéran.

Une année de coups de boutoir

7 au 9 janvier 1978 : manifestation dans la ville départ du Shah, la fin de sa dysnastie. Les deux de Qom. La police du Shah assassine 60 manifestants. Depuis cette date, tous les 40 jours (délai marquant du deuil musulman chiite), puis avec une fréquence croissante, le peuple iranien se retrouve dans la rue pour lutter contre le régime du Shah. Parmi des dizaines, voici quelques unes des les plus importantes : 4, 5 et 7 septembre, manifestations monstres à Téhéran. Le: 8, ce sera le vendredi noir : l'armée tire, et on parlera de 5 000 morts. Une semainee plus tard, malgré la loi martiale, grève générale... encore 1 500 000 manifestants dans la capitale. Fin octobre, les grèves s'étendent, et début novembre, les manifestations sont très violentes à Téhéran. Début décembre, la période du «Moharam» sera marquée par les manifestations les plus gigantesques, rassemblant des millions d'hommes et de femmes dans tout le pays, et trois millions pour la seule capitale.

Aujourd'hui, toutes les manœuvres du Shah ont échoué. Elles ont été nombreuses : dissolution du Parti unique le 30 septembre, les tentatives de rallier l'opposition modérée, la formation le 5 novembre du gouvernement militaire, les arrestations pour corruption d'anciens dignitaires du régime (début novembrell'emprisonnement en novembre et la libération en décembre de Karim Sandjabi, l'ignoble provocation du cinéma d'Abadan le 19 août (800 morts).

Mais rien n'y fait. Le peuple continue à exiger le

Front national, démocrates bourgeois) se sont mises d'accord là-dessus le 28 octobre.

Le 3 janvier l'armée se livre à un massacre à Mashad. Le 6 janvier Bakhtiar est nommé Premier ministre par le Shah; à la suite de cette trahison, il est exclu du Front national. Les 7 et 8 les manifestations de deuil se transforment en plaidoyers contre le nouveau gouvernement Bakhtiar. Le 11 - 1 - 1979, après avoir envoyé sa flotte au large des côtes de l'Iran, Carter envoie une escadrille de F 15 de l'US Air Force en Arabie Saoudite, pour montrer qu'il est décidé à conserver sa domination sur l'Iran. Le 14 janvier, Khomeiny nomme un conseil révolutionnaire. Le 16 - 1 - 79 le Shah quitte l'Iran, après de nombreuses manifestations réclamant son départ. Le 28 l'armée tire, sur la foule à Téhéran : 50 morts... Depuis quatre jours les aéroports sont occupés par l'armée afin d'empêcher le retour de Khomeiny. Le 1er février : l'Ayatollah rentre en Iran après 15 ans d'exil, 4 à 6 millions de personnes lui font un acceuil gigantesque. Le 6 février Bazargan est nommé Premier ministre du gouvernement provisoire islamique par Khomeiny. Désormais deux pouvoirs sont face à face : celui du mouvement populaire qui contrôle et administre plusieurs villes dont Qom et Ispahan, et celui de Bakhtiar qui dispose encore du soutien de l'armée.

L'insurrection au jour le jour

Jeudi 8 février :

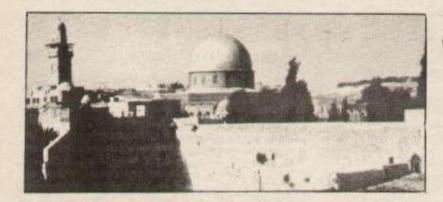
A Téhéran plusieurs millions de personnes manifes tent en faveur du gouvernement provisoire mis en place par Bazargan, c'est un des cinq plus grandes manifestations depuis le début du soulèvement populaire. Fait nouveau : un millier de soldats de l'armée de l'air défilent pour la première fois en uniforme aux côtés des partisans de l'ayatollah Khomeiny, une centaine de fantassins en tenue kaki défilent également dans la manifestation. Les manifestations organisées dans tout le pays se déroulent dans le calme, sauf à Gorgan, dans le nord du pays où des affrontements avec l'armée font, selon la radio de Téhéran 12 morts et 45 blessés. Le matin, Bakhtiar déclare au cours d'une conférence de presse qu'il pourrait accepter un référendum organisé par l'opposition religieuse s'il se tient dans «une atmosphère de démocratie». A un journaliste qui lui demandait s'il avait le soutien du gouvernement américain, Bakhtiar répond : «Je ne sais pas. Demandez au président Carter... Si le gouvernement accorde son assistance, tant mieux, sinon, tant pis». De source officielle américaine, les contacts entre les Etats-Unis et Khomeiny progressent Jeudi soir, le gouverneur Qarabaghi (chef d'état-major) et le chef de la Savak auraient rencontré un envoyé de Bazargan en présence de Bakhtiar, ils auraient convenu de se

Vendredi 9 février :

rencontrer dans les prochains jours.

Bazargan, Premier ministre du gouvernement provi soire, nommé par Khomeiny annonce ses objectifs obtenir la transmission du pouvoir, assurer la remise en marche du pays, organiser un référendum pour soumettre le projet de république islamique, préparer l'élection de l'Assemblée constituante, puis celle du Parlement. Et enfin dissoudre le gouvernement provisoire. Bazargan annonce également qu'il allait demander à tous les travailleurs de reprendre symboliquement le travail pendant une journée afin de prouver au gouvernement Bakhtiar que c'est lui qui détient réellement le pouvoir en Iran. D'autre part, le chef d'état-major, le général Qarabaghi a souligné que l'armée devait préserver son unité et ne pas se mêler de politique. Ce conseil ne semble pas avoir été entendu par ceux qu'on appelle les «immortels», les soldats qui forment la garde impériale et sont des partisans inconditionnels du Shah. A 22 h 30, les «immortels» attaquent la caserne de l'armée de l'air de Farahabad où les centaines de soldats qui ont défilé le matin en faveur de Khomeiny, sont en garnison. Très vite, la population du quartier bravant le couvre-feu vient en aide aux soldats de l'armée de l'air encerclés dans leur caserne. Ces derniers effectuent une sortie, poursuivant leurs assaillants, les combats se poursuivent toute la nuit. La population est armée par les soldats insurgés.

INTERNATIONAL



Cisjordanie, terre Occupée Reportage de Philippe DANZAIN

(2) Derrière le marché aux esclaves

Six heures du matin. Le soleil vient de se lever sur les hauts murs de la vieille Jérusalem. Face à eux, la rue Soliman est déjà très animée. Des centaines de travailleurs affluent de toute la Cisjordanie, entassés dans de vieux autobus. De là, des camionnettes les conduiront à leur lieu de travail, en Israël. Un peu plus bas, une esplanade où est installée la station de taxis «service». C'est là que se tient ce que l'on m'a désigné comme «le marché aux esclaves».

Des groupes d'une dizaine de personnes battent la semelle dans le froid vif du petit matin. Sous les keffias à damier rouge ou noir et blanc, des visages souvent âgés, aux traits burinés. Des camionettes s'arrêtent à leur niveau la plaque d'immatriculation laune indique qu'il s'agit de véhicules israeliens. Le chauffeur, parfois arabe, descend et engage la conversation. Au terme des tractations, il vérifie les papiers des hommes qu'il va emmener: des journaliers, des chômeurs prêts à accepter un emploi précaire, sans aucune garantie et pour un salaire de

misère (souvent 80 livres par jour soit 20 F). Pendant une heure, des groupes se forment, des voitures s'arrêtent : le «marché aux esclaves» est prospère.

Il y en a plusieurs en Israël: les travailleurs de Cisjordanie et de Gaza deviennent de plus en plus la base ouvrière en Israël: dans les usines, les chantiers, et tous les «sales boulots», ce sont les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza qui sont de plus en plus employés. Dans leur région, les occupants sionistes leur prennent leur terre, asphyxient l'économie.

Terre abandonnée

On estime couramment à 75 000 le nombre de Palestiniens des territoires occupés travaillant en Israël. Les deux tiers d'entre eux sont des paysans.

Beaucoup sont d'anciens réfugiés des terres occupées en 1948 vivant dans les camps. Mais aussi, depuis l'occupation, les expropriations de terres se sont accrues. Plusieurs villages ont été saisis par l'armée et laissés en friche; la seule possibilité qui reste alors pour nourrir les familles est d'aller travailler en Israël. La journée de travail à l'usine est de 12h en comptant le temps de transport, pour ceux qui reviennent tous les jours chez eux. Mais une bonne partie reste en Israël, enfermés dans les entreprises mêmes la nuit, du fait qu'il leur est interdit d'être en Israël entre 14 et 3 heures du matin. Dans les années 75, le chômage s'est développé en Is-

raël. Premiers touchés, les travailleurs palestiniens.

Prospérité touristique

La maison palestinienne est en pierres blanches, les pièces sont souvent spacieuses, et le plafond, dans les constructions traditionnelles, est vouté. On ne se lasse pas d'admirer les bâtisses les plus modestes. «En Occident vous avez la terre, nous, les pierres», ironise mon hôtesse. Tailleur de pierre, ici, c'est encore un métier, qui a connu ses heures de gloire dans les premières années de l'occupation. Les constructions se sont multipliées en Cisjordanie, et en israël, ouvrant un marché aux artisans. Le tourisme a lui aussi été générateur d'emplois. Dans sa ville natale d'Hébron (El Khalil), le docteur Hamzeh, rentré en Palestine en juin dernier après deux ans de déportation, comptait en 67 une seule fabrique de verre. La demande d'objets en verre de couleur soufflé s'est accrue. Aujourd'hui, sept artisans et une usine répondent au désir des hôtels et des touristes. La prospérité a régné pour les «collabos» à qui l'occupant a prêté de l'argent à un taux d'intérêt dérisoire. Un bénéficenet, car l'inflation galopante a considérablemeent déprécié les

Les ménages à Jerusalem

Depuis 75, l'époque «prospèagonise. La construction s'est ralentie, tandis que la charge fiscale s'est considérablement accrue. Les prix des biens de consommation grimpent en flèche. Avec un revenu de 100 livres par jour, le «panier de la mènagère» est bien triste : le kilo de viande vaut aujourd'hui 150 livres, et beaucoup de ménagères ont dû surmonter leur répugnance pour la viande congelée. Le café, dont les Palestiniens font une consommation impressionnante, est proposé à 140 livres le kilo. Alors, le café «instantané» commence à concurrencer le fameux «café turc» dans les foyers. Et si à Noël on pouvait trouver des oranges à 4,5 livres le kilo, c'est parce que l'Iran était en révolution : Gaza exporte des agrumes vers Téhéran, et les paysans ont souffert d'une surproduction momentanée. Signe des temps : la voiture. Beaucoup d'automobilistes n'ont pas pu faire face à l'augmentation de 20 % du carburant, et le véhicule reste au garage. La

multiplication par huit des prix

depuis 67 a frappé de plein fouet

les fonctionnairees : une femme

de charge arabe, le plus souvent,

dans un hópital gagne 2 000

prospérité de certaines familles

ne doit pas tromper. Mme Ham-

livres par mois.

L'apparente

zeh se charge de m'en avertir : «Beaucoup de ces femmes si chics de Béthiéhem vont faire des ménages à Jérusalem, chez les Israéliens, pour maintenir leur standing».

Les difficultés du peuple deviennent dramatiques quand la maladie frappe une famille. «Du temps des Jordaniens les hôpitaux étaient gratuit. En 67, les Israéliens les ont rendus payants: 100 livres par journ. Et le maire de Ramalla, Karim Khalaf, ajoute asauf dans ceux que les militaires ont transformés en quartiers généraux, comme c'est le cas à Ramallah, à Jérusalem». Pour ce prix, on obtient un mauvais service médical, lié à la pénurie de médecins, (1) le salaire d'un médecin d'hôpital en Palestine est trois fois plus faible qu'en Jordanie. Résultat : nombreux médecins émigrent vers les pays arabes. Le docteur Hamzeh ne se montre guère optimiste quand il parle des conditions de vie du peuple. «La situation n'est pas catastrophique. Mais cela ne saurait tarder».

(1) Lorsqu'un travailleur, inscrit au bureau de l'emploi chez le gouvernement militaire, est maiade, il ne peut aller se faire soigner que chez les médecins liés au gouverneur. Sinon, il perd son emploi.

Regard sur l'Algérie

(2) - Les difficultés de l'industrialisation

Nadjib Benhad se trouvait en Algérie, peu avant la mort de Boumediène. Il retrouvait son pays après six ans d'absence. Dans ce carnet de voyage, il nous parle de l'Algérie telle qu'il l'a perçue, de ses problèmes, de ses transformations rapides qu'il a constatées. Après ses premières impressions (voir QdP du 9 février), il décrit ici quelques problèmes de l'industrialisation de l'Algérie.

Lorsqu'un Algérien qui a vécu dans ce pays jusqu'en 67, et a émmigré poussé par le bas niveau de vie et le chômage, voit toutes ces transformations, ces usines qui poussent, cette relative élévation du niveau de vie, ce tableau lui donne à penser à priori qu'il n'v a finalement pas beaucoup de problèmes. Dans bien des cas, l'industrialisation s'effectue essentiellement dans les secteurs de pointe, tels, les hydrocarbures (liquéfaction du gaz, raffinerie....) ainsi que dans les secteurs qui demandent une certaine qualification Isidérurgie, électronique, électricité, mécanique...).

Les usines «clés en mains»

Lorsque je me suis rendu à l'usine plastique (tube PVC et revêtement de sol), l'unité de revêtement de sol était en panne. Défaillance technique? Ces deux unités sont des usines «clés en mains» installées par une firme ouest-allemande. Cela peut sembler anodin

au premier abord. Mais il se trouve que durant mon séjour j'ai pu assister à plusieurs incidents de ce type. A Annaba l'usine ultra moderne d'engrais chimiques ne fonctionnait pas faute d'approvisionnement. A Ain El Kebira un secteur de l'usine de la SONACOM (mécaniquel était immobilisé faute de pièces détachées bloquées sur un cargo en rade d'Alger. A Sétif l'usine de la très puissante société d'Etat SONATRACH (hydrocarburel qui doit produire toute sorte d'objets n'était pas encore opérationnelle, les machines n'étant toujours pas arrivées 1

Des usines «clés en mains» sont un véritable problème. D'une part elles sont construites par des firmes ou trusts sur un modèle d'usine pilote. Autrement dit, concues pour s'intégrer dans le cadre socio-économique d'un pays industrialisé. Ce cadre implique que cette usine se trouve sur un circuit routier et ferroviaire dense. Ce qui n'est pas le cas d'un pays du Tiers-Monde, et pour le cas de l'Algérie en particulier.

4 fois plus de temps qu'à Rotterdam

Les problèmes d'approvisionnement sont moins importants dans les pays industrialisés car le pays dispose d'une industrie de produits semi-finis : par exemple l'usine d'engrais a besoin de matières premières déjà transformées mais, l'Algérie possède un trop petit nombre d'usines de traitement (exemple du souffre), pour satisfaire les besoins agricoles du pays. L'engorgement des ports est dû à une gestion extrêmement bureaucratique, il faut trois ou quatre fois plus de temps que dans le port de Rotterdam par exemple, pour avoir l'autorisation de décharger ; certaines sociétés laissent en stock des produits dont elles n'ont pas un besoin urgent. Il n'en faut pas plus pour que des bateaux restent en rade plusieurs jours. A une infrastructure portuaire insuffisante, s'ajoute l'angorgement organisé par les compagnies internationales d'armateur, qui leur permet d'effectuer des profits supplémentaires. C'est le cas dans la plupart des ports du Tiers Monde.

D'autre part, les problèmes rencontrés, concernent ce que l'on appelle «les transferts de technolo-

gien et la productivité. Pour le premier de ces problèmes, les trusts internationaux disposent, d'une armada de techniciens supérieurs, d'ingénieurs qui disposent de tous les secrets de fabrication, et d'une expérience technique. Ce n'est pas le cas pour les cadres alérianisés. De plus les équipements sont d'une qualité qui laisse à désirer. D'où des pannes fréquentes. Les réparations demandent un personnel spécialisé l'Algérie ne possède pas toujours . La productivité n'atteind jamais les résultats escomptés. Pour deux raisons essentielles. La première provient des normes fixées dans le cadre du plan de vente de l'usine, normes établies arbitrairement pour l'usine modèle qui n'est pas adaptée à l'environnement économique algérien : ces normes sont reprises par les autorités dans le cadre du plan. La deuxième raison est la résistance des travailleurs aux normes de production. On inventa alors la «gestion socialiste des entreprises» «afinde bannir de leur esprit (celui des travailleurs) l'idée de l'existence du patron et de l'ouvrier». (Boumédiène - 1973 - Congrès de l'UGTA)

Nadjib BENHAD

Dans notre prochaine édition : Qu'est-ce que la «gestion socialiste des entreprises» ?

LA RUPTURE DE LA MAJORITÉ **DU PS CONFIRMÉE**

Dans la nuit de dimanche à lundi, la commission des résolutions du PS a cessé ses travaux, Mauroy et Rocard ayant quitté la séance. Il est donc très probable que le congrès du PS verra s'affronter les deux courants qui divisent la majorité sortante. Une nouvelle réunion pourrait avoir lieu mercredi pour

Le comité directeur de dimanche avait pour objectif de déterminer les motions qui seraient présentées au prochain congrès. Contrairement aux «contributions» qui sont versées au débat, mais ne donnent pas lieu à vote, les motions déterminent au congrès la ligne qui sera suivie, ainsi que la composition de l'équipe dirigeante. La réunion de ce dimanche devait explorer la possibilité de trouver un compromis (on dit une «synthèse») entre les différentes tendances de la majorité sortante du PS.

Le résultat le plus remarquable de cette réunion est sans doute la nouvelle coalition qui est apparue à l'occasion d'un vote sur un point de procédure : il y eu partage en deux parties à peu près égales pour Rocard-Mauroy d'une part, et

Mitterrand et le CERES d'autre part. Le CERES recherche une telle alliance pour faire pièce à Mauroy-Rocard et revenir à la direction du parti. Cette configuration se retrouve--ra-t-ellee au congrès de Metz ?

Les appels à la synthèse avaient été nombreux ces derniers temps. Dans le débat qui déchire le PS, chacun tente d'apparaître comme le plus unitaire. Dans ce sens, Mauroy a récemment appelé à la synthèse avec Mitterrand. Une position dont le but était de conserver la faveur des militants effrayés par l'ampleur des divisions au sein de la majorité sortante. Dans le même ordre d'idées, Rocard avait été amené à faire des déclarations souhaitant la synthèse, mais «sur des bases claires», c'est-à-dire repretenter de trouver un accord, qui semble exclu avant le congrès

La «sortie» de Mauroy et Rocard est intervenue après leur mise en minorité par une coalition mitterrandistes-CERES. Ce rapprochement constitue un fait nouveau. Sera-t-il durable ?

nant l'essentiel de ses thèses. Ainsi, dans un entretien au Monde daté de samedi, il déclarait qu'il ne se présenterait pas comme candidat aux présidentielles si Mitterrand briguait cette charge

Du côté de Mitterrand, on fourbit ses armes en utilisant les mêmes procédés : c'est ainsi que la fédération Bouches du Rhône présente sa propre contribution qui réclame l'unité du parti socialiste, ses promoteurs entendant apporter ainsi l'ensemble des mandats à Mitterrand.

LE POING SUR LA TABLE

Mitterrand avait choisi de taper, parler haut et fort à cette réunion du comité directeur. Il y présentait sa motion, en affirmant d'entrée de jeu qu'elle avait valeur de synthèse. Un

long document de plus de quarante pages se référant à la ligne d'Epinay. «Si les auteurs de ces motions Icad. Mauroy-Rocard, NDLR) a-t-il précisé, ne trouvaient pas dans mon texte de quoi les satisfaire, alors ils prendraient la responsabilité de déposer contre le Premier secrétaire des lignes politiques différentes». Autrement dit : «Soyez d'accord avec moi, sinon vous êtes des diviseurs.

Cette facon de présenter les choses n'a pas été du goût des partisans de Rocard et de Mauroy. Rocard disait haut et fort : «Ce texte est inacceptable». Après une suspension de séance en milieu de journée, la réunion reprenait sans qu'un accord paraisse désormais possible avant le congrès.

François NOLET

· Aix : réunion de soutien aux patriotes corses

Les 400 personnes qui sont venues samedi au Palais des Congrès d'Aix en Provence, sont venues participer à la soirée culturelle dans le cadre de la mobilisation pour le soutien aux patriotes corses emprisonnés.

En effet 50 militants corses vont être déférés devant la Cour de Sureté de l'Etat. 35 d'entre eux sont en prison. Ils sont accusés d'association de malfaiteurs, d'atteinte à la Sureté de l'Etat et à l'intégrité du territoire national. La plupart revendiquent leur appartenance au FLNC. Un militant du Comité de soutien d'Aix est intervenu pour indiquer que si ces prisonniers sont jugés, c'est pour s'être battus pour la reconnaissance du peuple corse et ses aspirations légitimes à savoir le droit de choisir son destin. Que c'est le peuple corse tout entier qui doit se mobiliser. Le Comité d'Aix a indiqué qu'en coordination avec les autres Comités de soutien aux patriotes corses emprisonnés, il apportait son soutien inconditionnel aux militants du FLNC. Il se fixe pour objectif une mobilisation massive et soutenue et appelle à œuvrer avec lui dans ce sens.

Exigeant un seul procès, que les détenus puissent se réunir pour organiser leur défense, appelant à un soutien large et à une sensibilisation de l'opinion française et internationale sur ce procès.

Le Comité de soutien d'Aix a précisé qu'une plate-forme de lutte en quatre points avait été élaborée par l'ensemble des Comités continentaux

- 1 Libération des patriotes emprisonnés
- 2 Dissolution de la Cour de Sureté de l'Etat
- 3 Départ et dissolution de la Légion
- 4 Soutien matériel et moral aux emprisonnés

Corr. AIX

La bataille européenne du RPR : Debré en tête?

Le comité central du RPR, réuni ce samedi, a voté à l'unanimité moins deux voix la confiance à Jacques Chirac pour constituer la liste soutenue par le RPR aux prochaines élections européennes. Ce n'est pas une surprise, on n'a jamais vu le comité central du RPR s'opposer à son chef.

Ce qu'on en retiendra, c'est le discours de Chirac, avec des attaques contre la politique giscardienne : des envolées démagogiques sur l'extension du chômaet des critiques des positions européennes de l'UDF. Dans la Lettre de la Nation de vendredi, Charpy fustigeait les «stupidités et contre-vérités» débitées par l'UDF contre le RPR.

Lors du C.C. du RPR, Chirac a lancé un appel à Debré, l'un des plus antieuropéennes du RPR. Sur la liste dont Chirac prendra la tête, Debré aurait «la place éminente qui doit être la sienne», c'est-à-dire probablement la deuxième place. Debré n'a pas encore donné sa réponse à la proposition de Chirac, mais d'ores et déjà il déclare dans une interview au

Journal du Dimanche : «Les idées que je défends, les orientations que je préconise ont été entièrement adoptées par Jacques Chirac et par tous ceux qui ont des responsabilités au sein du RPR. Cette attitude résolument nationale me réjouit parfaitement. C'est un bon présage pour les élections européennes». Il exprime des craintes quant aux pouvoirs que pourrait s'arroger le Parlement européen élu au suffrage universel, estimant qu'il n'y a aucune garantie que «l'Assemblée européenne ne débordera pas ses pouvoirs alors que tout le reste de l'Europe affirme qu'elle les débordera».

Limogeage à la tête de la fédération parisienne du PCF

Henri Fiszbin, membre du Comité central, conseiller de Paris et jusqu'à présent secrétaire de la fédération de Paris vient d'abandonner la direction de la fédération à Henri Malberg, membre du C.C. et du Comité fédéral. Officiellement, ce remplacement a lieu en raison de l'état de santé de Fiszbin ; mais,

bien que sa maladie soit réelle, elle intervient fort opportunément pour permettre à la direction du PCF de reprendre en mains cette fédération turbulente. La première phase de cette reprise en mains était. dès le lendemain des élections, la disparition de l'hebdomadaire parisien du PCF, Paris-hebdo, qui avait publié des analyses ne reflétant pas totalement le point de vue de la direction.

Rectificatif

Une très regrettable erreur s'est introduite dans la rubrique Revue des revues de notre numéro de samedi, rendant incompréhensible l'article extrait de l'Avenir de Seine-Maritime.

Nous voulions citer un éditorial de Jean Malvasio, secrétaire fédéral du PCF, qui utilise la lutte des Kiwi pour faire passer les positons chauvines et sectaires du PCF. A la suite d'une erreur, c'est un autre article sur la lutte des Kiwi qui est passé, article émanant également de l'Avenir de Seine-Maritime, mais n'apportant rien aux informations sur la lutte que nous avons déjà données dans le QdP.

Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

Nouvelles de Bretagne

SNET-GARNIER (REDON): 41 LICENCIEMENTS

250 ouvriers de la SNET-Garnier ont manifesté à Redon contre 41 licenciements prévus pour un effectif de 300 personnes. La manifestation s'est rendue à la permanence du député UDF, Madelin et mis quelque peu à mal son local. Madelin n'a vraiment pas de chance. La veille, il avait déjà été pris à partie par les manifestants du Comité de défense de la gare de Messac. Il est vrai qu'il a pour titre de gloire d'être député de la circonscription qui possède le plus fort taux de chômage de la région, déjà bien mal lotie sur ce plan.

Pour faire face à cette dégradation de l'emploi, les syndicats CGT, CFDT et FEN du Pays de Redon organisent une journée d'action le 20 février, avec arrêts de travail, manifestation, blocage des voies d'accès à la

NOUVELLE MANIFESTATION DES POMPIERS DE L'OUEST **AVANT LE 23 FEVRIER**

300 pompiers de Bretagne et des pays de Loire ont manifesté vendredi 2 février à Dinard, d'abord, ville dont le maire est Bourges, ministre de la Défense, à Rennes ensuite. Dans les deux cas, les pompiers se sont heurtés

Cela fait plusieurs semaines que les pompiers sont en

lutte pour faire aboutir leurs revendications

refus d'un projet de loi qui militariserait le corps des sapeurs-pompiers en y intégrant des appelés du contingent création de 30 000 emplois nécessaires nationalement parité avec le personnel communal

application des protocoles d'accord sur les droits

Ces derniers temps, les pompiers ont multiplié les initiatives : blocage de l'avion Rennes-Paris pendant une demi-heure, occupation du bureau d'un député UDF du Morbihan, cosignataire du projet de loi concernant les appelés du contingent ; les véhicules de service ont été ornés de banderolles «Pompiers en grève, sécurité assu-

Une nouvelle manifestation régionale a été envisagée d'ici le 23 février, date de la réunion de la Commission paritaire nationale.

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD A LA CGCT JOURNEE LE 16 A PARIS

A la suite de la mobilisation des ouvrières de la CGCT contre la fermeture de l'usine de Rennes (manifestation de 350 personnes le 29 janvier) un protocole d'accord a été signé entre la direction et les syndicats CGT et CFDT. Le protocole adopté à l'unanimité par l'AG du personnel, annule les transferts d'activités vers le Nord des emplois à Rennes et maintient les avantages acquis pour le personnel technique qui refuserait sa mutation dans le Nord. Les produits finis que les travailleurs bloquaient depuis 'annonce des projets de licenciements ont été débloqués. Néanmoins, les travailleurs restent mobilisés car ce protocole n'est pas une garantie d'emploi. Ils participeront à la journée d'action de tout le groupe CGCT qui se déroulera à Paris le 16 février, journée centrée sur les salaires et l'emploi (2 700 licenciements sont prévus).

UNE SEMAINE DE GREVE POUR LES SURVEILLANTS (RENNES)

A l'appel du SGEN-CFDT, les pions sont en grève pour une semaine. Cette grève, suivie à 85 % sur toute l'académie de Rennes, montre l'opposition des surveillants montre l'opposition des surveillants au projet ministériel de création d'un corps de surveillants à vie qui feraient disparaître les 40 000 surveillants actuels. Un poste de pion est souvent la seule façon pour des étudiants d'origine modeste de poursuivre des études.

Mercredi, une manifestation de 700 personnes a défilé dans les rues de Rennes après avoir défilé en voiture depuis 30 km de Rennes et bloqué la circulation sur la rocade. Là encore, on a assisté à un fort déploiement

A QUIMPERLE (FINISTERE) OCCUPATION D'UNE USINE DE TEXTILE

Le patron de la Manufacture de vêtements du Finistère vient de fermer l'usine sans explications. Les 73 personnes de l'usine ont sans tarder organisé la riposte en séquestrant le patron pendant 9 heures, puis ont décidé l'occupation de l'usine. Une lutte que le personnel annonce

RENNES: MANIFESTATION DE LA SART

Menacé par 65 licenciements, le personnel de la Société rmoricaine de Réalisation Technique, entreprise de Armoricaine de Réalisation bâtiment, a manifesté mardi, devant la préfecture de Rennes. De nombreux licenciements risquent d'intervenir dans le bâtiment en Bretagne ces prochains mois.

Réunion du comité d'entreprise

LA TENSION MONTE A LA SFP

Ce lundi a lieu la réunion du Comité d'entreprise qui doit prendre connaissance officiellement des 754 licenciements (dont 554 immédiats) décidés par le nouveau PDG de la SFP, Clermont-Tonnerre. Cette journée doit être aussi déterminante pour la poursuite de la grève, la plupart des consignes de grève ayant été données jusqu'au lundi minuit.

Vendredi après-midi l'Assemblé générale des grévistes de la SFP aux Buttes-Chaumont a été particulièrement tendue. Le matin en effet, un ingénieur du son des studios de Brie-sur-Marne avait tenté de se suicider, pensant qu'il était sur la liste des licenciés (cette liste n'est pas officiellement connues mais les syndicats ont dénoncé les pressions exercées par des chefs de service sur le personnel, pour tenter de la diviser). A cette nouvelle, plusieurs dizaines de grévistes ont occupé le bureau du nouveau PDG. D'autres, en fin de matinée, ont pénétré dans les studios d'*Europe I* pour protester contre la facon dont cette station rend compte de la grève, et exiger un temps de parole.

Après un compte-rendu de ces actions en Assemblée générale, les syndicats CGT et CFDT de la SFP ont souligné leur étonnement de voir la direction annoncer simultanément des centaines de licenciements et une augmentation de 20 % de son carnet de commande. Comment ne pas voir dans cette contradiction une vo-

lonté de démantèlement de plusieurs secteurs de la société de production ? Après qu'un représentant des réalisateurs ait proposé l'organisation d'une journée forum-spectacle pour lundi (1), l'Assemblée a voté massivement la reconduction de la grève jusqu'au lundi minuit. D'ici là, des commissions doivent travailler à la mise au point de popularisation. Mais sur les modalités de la grève, des contradictions sont apparues. Certains ont rappelé que les personnels des studios Cognacq-Jay avaient voté jeudi le «noir à l'antenne», c'est-à-dire le refus d'assurer le programme minimum imposé par la loi. Malgré la réticence des responsables syndicaux un vote de soutien a été fait. Mais certains grévistes ont an-

noncé alors que les syndicats de Cognacq-Jay avaient refusé de tenir compte du vote de jeudi... Dans la confusion, les syndicats ont finalement obtenu que les grévistes de la SFP ne décident pas le «noir à l'antenne». Il faut remarquer enfin que toutes les sociétés de l'ex-ORTF ne marchent pas du même pas : à la radio, par exemple, le travail a repris vendredi par suite de divergences entre la CFDT et la CGT. Chez les réalisateurs, la CFDT appelle à arrêter le travail ce lundi. A la SFP en tout cas, l'AG de vendredi a montré que la colère et la combativité des grévistes étaient de plus en plus vives.

(1) Cette initiative se tient à l'Empire, lundi à partir de 18 heures.

Hausse du fuel domestique et du gasoil

• Nouvelle hausse de l'essence en avril

Le prix du fuel domestique vient d'augmenter de 7,2 centimes et celui du de sept centimes par décision du comité des prix. Les nouveaux prix s'étalissent ainsi (en région parisienne): 98,2 centimes pour le fuel et 1,79 pour le diesel. Cette augmentation, qui suit les hausses fiscales décidées au 1er janvier, a été préparée par le vent alarmiste répandu depuis l'arrêt des exportations iraniennes. Ne pouvant répéter trop souvent l'opération de hausse, le pouvoir a remis à une prochaine fois (avril) la hausse de l'essence et du super, profitant du répit engendré par la faiblesse persistante du dollar. Cette baisse du dollar a d'ores

et déjà divisé par deux la hausse décidée en dé cembre dernier par les pays de l'OPEP. Une hausse de 5 % qui en réalité est donc de l'ordre de 2,5 % (soit 10 F de hausse sur la tonne : de pétrole brut). C'est cette hausse globale qui a été reportée pour des raisons politiques Imécontentement social et peur d'«emballer» l'indice des prix) sur le fuel et le gasoil. Reportée et au delà car le pouvoir en a profité pour autoriser les compagnies pétrolières à des hausses sur leurs marges bénéficiaires et a accordé un centime de plus aux pompistes. En reportant la hausse sur l'essence à un peu plus tard le gouvernement a voulu freiner les

speculatives tendances qui se développent sur le marché de Rotterdam (le grand marché pétrolier d'Europe du Nord) sous prétexte de la crise iranienne (le prix du super a fait un bond de 50 % en une semaine 1). Inquiet du suivi des approvisionnements, l'impérialisme francais cherche des solutions de rechange en même temps qu'il essaye de «contenir» la progression de la facture pétrolière.

Enfin dernière préoccupation : comme le réclamait ouvertement le rapport Guillaumat, le gouvernement entend diminuer rapidement l'écart entre le prix de l'essence et celui du gasoil, (sur lequel les taxes percues sont moins importantes, la moitié au lieu des deux tiers du prix), cette différence étant «désavanta-geuse pour la collectivité nationale» (comprenez les impôts indirects encaissès sont insuffisants d'autant que le parc de véhicules diesel a tendance à augmenter...

Cette nauvelle hausse du fuel domestique qui survient en plein hiver, alors que le blocage des salaires est toujours de rigueur, que les prix sont libérés et que le chômage monte, est un mauvais coup de plus au pouvoir d'achat des travailleurs.

Pierre PUJOL

3 000 manifestants pour la défense des petites gares

Il y a quelques jours, 3 000 personnes ont manifesté en Bretagne contre les suppressions des arrêts de certains trains dans les petites gares, qui sont un avant-goût du Plan Guillaumat.

 A Plouaret (Côtes-du-Nord), 1 500 personnes ont arrêté plusieurs trains, et cela malgré les gardesmobiles. Cela fait plusieurs mois que la population est mobilisée et on ne compte plus les manifestations et les trains bloqués en gare de Plouaret.

• A Messac (Ille-et-Vilaine), 300 personnes ont là aussi arrêté un train non par la force, à cause des gardes-mobiles, mais par la ruse. En effet, les conseillers municipaux de Messac, qui avaient pris le train Quimper-Rennes à Redon, ont tiré le signal d'alarme au passage à Messac. Le député UDF du coin, Madelin, qui avait eu l'outrecuidance de venir lui aussi «manifester» a été pris à parti par les manifestants qui le trouvaient plus souvent d'accord avec la SNCF qu'avec le Comité de défense.

 A Hennebont (Morbihan) et Quimperlé (Finistère), plusieurs centaines de personnes ont aussi arrêté des trains qui étaient toujours protégés par les flics.

INITIATIVE AMERICAINE POUR LA REPRISE DE CAMP DAVID

Le président Carter a invité l'Egypte et Israël à reprendre les négociations à Camp-David à la fin du mois. Le Premier ministre israéllen Begin en a accepté le principe.

MORT DU NUMERO DEUX YOUGOSLAVE

Edvard Kardelj, président de la présidence collégiale yougoslave, est mort samedi à Ljubljana, à l'âge de 69 ans. Proche collaborateur de Tito, il fut à l'origine de toutes les réformes consitutionnelles. Dans un livre publié en 1960, «Le socialisme et la guerre» il élabora la théorie du non-alignement, faisant valoir que tout esprit d'hégémonie ne peut que causer du tort à la cause du socialisme.

AFFAIRE D'ESPIONNAGE EN RFA

Selon le quotidien de Hambourg BildZeitung, la secrétaire du conseiller politique de la représentation de la RFA aurpès de l'OTAN à Bruxelles a été arrêtée pour avoir transmis à un agent d'Allemagne de l'Est des documents ultra-secrets concernant les négociations sur le désarmement.

Usinor-Dunkerque : les grévistes éteignent un four par poste à la cokerie

Le 6 février, l'équipe de nuit à la cokerie d'Usinor-Dunkerque se met en grève. Les travailleurs décident d'éteindre un four par poste et par équipe. Ils demandent une classe pour tous les travailleurs de fabrication (20 centimes de l'heure), et le P 2 pour les machinistes, prime de salissure et de chaleur sans exception. Les quatre équipes suivent le mouvement. Le 8, les grévistes réunis discutaient ce que la direction avait déjà lâché: une prime de une heure pour le mois de janvier. Mais tout le personnel, les quatre équipes unanimes, refusait, car cette prime divise (certains l'auront, et d'autres n'auront rien). La revendication d'une classe pour tous est maintenue.

Le lendemain, la direction répond en deux temps ; premièrement, elle promet que des négociations s'ouvriront lundi 12. C'est pourquoi les grévistes décident de suspendre leur action jusque là : ils étaient descendus depuis le 6 de 47 fours à 39, et ils en restent à 39. Deuxièmement, la direction menace de lock-out dans un flash d'information diffusé dans toute l'usine. Dès qu'ils en ont pris connaissance, les grévistes sont allés massivement aux grands bureaux. Salmon, le chef du personnel, a été contraint de déclarer que le flash n'était pas valable.

Cette lutte a été déclenchée par les grévistes eux-mêmes, au moment où le Haut-fourneau 4, l'un des plus puissants d'Europe, venait d'atteindre son rendement maximum. D'autre part, il existe une liaison avec Denain, d'où le coke n'arrive plus ; et les syndicats ont demandé aux dockers de ne pas débarquer le coke qui pourrait arriver. La direction accuse le coup, mais la menace de lock-out reste réelle.

Brejnev assassin, liberté pour l'Arménie

Plusieurs centaines de personnes se regroupaient vendredi dernier à l'appel de «Libération arménienne» et du Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens à proximité de l'ambassade soviétique pour protester contre l'évécution sommaire des 3 patriotes arméniens : Zadiklan, Stepanian et Bagdassanian. Les flics vérouillaient les accès de l'ambassade soviétique et la manifestation se déroulait dans une rue parallèle aux cris de «Brejnev assassin», «URSS prison des peuples» «Boycott des jeux de Moscou» et «Liberté pour l'Arménie». A quelques mètres de l'ambassade, «Libération arménienne» appelait les manifestants à continuer l'action et à se retrouver nombreux au meeting organisé le 26 février par le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens.

Joëlle FECLAZ

Pompiers contre Bonnet

Les pompiers du Morbihan ont occupé vendredi après-midi pendant un quart d'heure la mairie de Carnac, perturbé une réunion à la sous-préfecture de Lorient et ont ensuite manifesté dans les rues de Lorient.

Le maire de Carnac qui n'est autre que Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, et le préfet du Morbihan ont déposé une plainte contre les pompiers, suite à «cette irruption brutale et préméditée dans la sous-préfecture et la mairie, ce qui n'est pas la démocratie mais l'anarchie...». C'est Bonnet qui l'a dit...

Ce n'est pas ça qui arrêtera la grève des pompiers.

SNAV (RHONE) POURSUITE DE LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier les ouvriers de la SNAV ont bloqué l'accès de l'usine en installant 3 engins porte grue aux entrées. Vendredi, ils ont retenu toute la journée dans son bureau, le directeur.

Après l'occupation de 15 jours du mois de janvier, l'action se poursuit contre les licenciements, elle se poursuivra cette semaine.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte Nº 7713 J
CCP Nº 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942